





Lettre ouverte du SNPDEN-UNSA, ID-FO et SGEN-CFDT DIJON

Notre métier est par définition complexe. Il nécessite un engagement sans faille, une énergie importante et une sérénité suffisante pour exercer nos missions dans l'intérêt des élèves, des familles, des personnels et de l'institution.

Or nous sommes en crise depuis maintenant plusieurs années. Il s'agit d'une crise longue, multifactorielle qui nous épuise chaque jour davantage, qui inquiète nos collègues tant sur le plan physique que sur le plan moral, sur le plan professionnel et personnel. La sérénité indispensable à la pratique de notre métier a depuis longtemps disparu, tout comme le temps nécessaire pour réfléchir collectivement aux actions pédagogiques et piloter en confiance.

Nous ne sommes plus maîtres de notre emploi du temps et sommes toujours dans la réaction, l'adaptation à la situation globale sur laquelle personne n'a de prise. Nous n'avons plus le temps de penser, juste celui de réagir et bien souvent même réagir se fait dans l'urgence.

Le mal-être des Personnels de direction, dénoncé depuis plusieurs années par nos organisations syndicales, a été amplifié par la crise sanitaire liée au COVID-19. Nous sommes aujourd'hui placés en première ligne sur ce sujet sans les moyens matériels ou RH nécessaires à un pilotage efficace.

Entre la déclaration de l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire de la République, et les différents protocoles déclinés par le ministre de l'Education nationale pour l'Ecole, les Personnels de Direction ont régulièrement été dans l'obligation de devoir souvent assumer l'inconciliable, voire parfois l'impossible.

Mais ... pendant ce temps, les services rectoraux, les Divisions des Examens et Concours poursuivent l'envoi de circulaires d'organisation d'examens, mettent en place la généralisation des PIAL, des évaluations des établissements (menées au pas de charge sans véritable prise en compte du contexte: Quel est l'intérêt d'évaluer le fonctionnement d'un EPLE dans le contexte exceptionnel que nous connaissons ?) dans une logique descendante et parfois injonctive : « Comment faire simple quand on peut faire compliqué ? »

Face à cette situation, le SNPDEN-UNSA, ID-FO et le SGEN- CFDT Dijon demandent que le caractère exceptionnel de la situation soit pleinement pris en compte à travers des mesures de bon sens et d'apaisement ; il en va de la santé de nos collègues !

Plusieurs dossiers aujourd'hui concentrent nos inquiétudes :

- <u>La concertation au sein du groupe Blanchet</u>: Cette instance devrait être le lieu où les informations importantes et la réflexion sur leur mise en œuvre devraient donner lieu à de vrais échanges. Force est de constater que sa portée est aujourd'hui très réduite et que des questions essentielles n'y sont pas abordées.
- <u>La politique d'évaluation des établissements cette année scolaire</u> : nous réclamons la mise en place d'une véritable démarche de volontariat clairement énoncée.

- <u>La question des « supers » PIAL et des inter-PIAL :</u> ils constituent aujourd'hui pour les équipes de direction concernées une charge de travail inacceptable sans moyens humains et financiers supplémentaires, beaucoup trop de coordonnateurs n'étant pas éligibles aux IMP. Une remise à plat s'impose.
- La mise en place d'une nouvelle organisation des examens imposée aux lycées, concomitante avec la réduction drastique du versement de la prime versée aux chefs de centre : nous réclamons une réelle concertation et des moyens indispensables pour y faire face.
- <u>Le protocole de signalement COVID19 actuel</u> qui nous enjoint d'effectuer les tâches dévolues à l'ARS et la CPAM : nous demandons le retour au protocole précédent.
- L'évaluation des personnels de direction adjoint par les chefs: Elle constitue aujourd'hui une réelle inquiétude Nous sommes en effet très attachés au corps unique de direction (statut de 2001) qui en serait fragilisé. En tout état de cause sans la garantie d'une procédure contradictoire incluant une possibilité de recours et l'utilisation du référentiel de compétences, elle n'est pas acceptable.

Cette liste est loin d'être exhaustive.

Nous devons collectivement nous concentrer sur l'essentiel, faire simple, sûr, efficace et surtout utile avec raison et pragmatisme pour la réussite des élèves, qui sont durement impactés dans leur scolarité par la situation, et repousser à plus tard toutes les tâches inutiles et non urgentes, refuser toute charge supplémentaire.

Nous demandons à l'institution de :

- nous faire enfin confiance sans nous demander toujours de rendre des comptes immédiatement
- nous respecter enfin dans notre position de cadre éducatif en nous informant avant le grand public par médias interposés ;
- nous laisser enfin le temps de nous organiser sans exiger le jeudi soir une organisation nouvelle pour le lundi suivant ;
- Prendre en considération que nous tenons comptes aussi des contraintes des collectivités territoriales, parfois difficiles à faire coïncider avec celles de l'Education Nationale
- reconnaître enfin notre engagement sans faille en mettant en place une gestion des ressources humaines spécifique aux personnels de direction.

Pour le SNPDEN-UNSA, ID-FO et le SGEN-CFDT DIJON l'alerte est réelle, elle doit être entendue et des mesures concrètes doivent être actées très vite. N'attendons pas qu'un collègue de plus craque, tombe malade ou commette l'irréparable. Ensemble, nous disons assez ! Ensemble nous disons stop !

Le SNPDEN-UNSA, ID-FO et le SGEN-CFDT DIJON